

Retraites, pouvoir d'achat, privatisation, cela doit changer !

La journée du 20 novembre a vu la jonction des mobilisations des étudiants, des salariés des régimes spéciaux et des fonctionnaires. Le point commun de ces mobilisations est le refus des politiques de marchandisation, de privatisation, de remise en cause des droits sociaux mises en oeuvre par le gouvernement et l'exigence d'un autre partage de la richesse produite. Le succès important de cette journée, avec de fortes manifestations et une présence du secteur privé, exprime un refus de plus en plus grandissant des orientations néolibérales du gouvernement.

Cette convergence des mobilisations est un point d'appui pour forcer le gouvernement à engager de réelles négociations. Face à cette montée des mécontentements, le gouvernement a tenté d'opposer les grévistes à la population. Cette tentative n'a pas réussi comme l'ont montré la faible participation à la manifestation des « anti-grévistes », pourtant complaisamment relayée par les médias, et la baisse de popularité du président de la République et du premier ministre enregistrée par les sondages. Le gouvernement aurait donc tort de s'en tenir à des réponses en trompe l'oeil, loin des exigences des salariés et des jeunes.

Le gouvernement doit maintenant donner des réponses concrètes aux revendications posées. Que ce soit sur la question des retraites, du pouvoir d'achat, de l'avenir de la fonction publique ou de l'Education nationale, des négociations doivent s'engager qui doivent permettre des avancées. Pour l'Union syndicale Solidaires, la pression ne doit pas se relâcher. Face aux réponses dilatoires du gouvernement, les salariés doivent se réunir et décider des suites de cette journée. Au-delà des décisions qui seront prises dans tel ou tel secteur, l'Union syndicale Solidaires souhaite qu'une nouvelle journée de convergence interprofessionnelle des mobilisations soit organisée le plus rapidement possible.

Le 20 novembre 2007